

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule risques accidentels risques chroniques
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 RODEZ

RODEZ, le 13/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SARL ESCO

219 Chemin des Darboussières
06220 Vallauris

Code AIOT : 0006811647

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2023 dans l'établissement SARL ESCO implanté sur la commune de Sévérac d'Aveyron. L'inspection a été annoncée le 04/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL ESCO
- Commune de Sévérac d'Aveyron
- Code AIOT : 0006811647
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien est composé de 4 éoliennes situées au lieu-dit « Montfrech » sur la commune de Sévérac d'Aveyron.

Les aérogénérateurs sont de marque ENERCON (type E82) d'une hauteur de mât de 70 m, pour un diamètre de pales de 82 m. La puissance de chaque machine est de 2,35 MW.

Le parc est propriété de la SARL ESCO. La maintenance est assurée par le constructeur ENERCON et par le prestataire service exploitation VSB énergies nouvelles.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Protection de la biodiversité
- Maintenance

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Biodiversité - Protection avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
9	Biodiversité - Protection avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
12	Biodiversité - Protection avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
13	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
19	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Mise en demeure, déchets	6 mois
20	Exploitation	Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45	/	Lettre de suite préfectorale	/

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Biodiversité - Protection des chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1	/	Sans objet
2	Biodiversité - Protection des chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1	/	Sans objet
4	Biodiversité - Protection des chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	Biodiversité - Protection des chiroptères	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1	/	Sans objet
10	Biodiversité - Protection avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	/	Sans objet
11	Biodiversité - Protection avifaune	AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2	/	Sans objet
14	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
15	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
16	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
17	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/	Sans objet
21	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au niveau de la biodiversité, l'inspection a constaté que les mesures imposées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 1er juin 2021 (mise en place d'un système de détection avifaune et d'un bridage préventif pour la protection des chiroptères) sont opérationnels. Quelques non-conformités ont toutefois été relevées qui font l'objet d'une lettre de suite préfectorale.

Au niveau de la maintenance, l'inspection a relevé 2 non-conformités relatives à la gestion des déchets dangereux produits par le parc. Il est donc proposé à Monsieur le Préfet de prendre un arrêté de mise en demeure à l'encontre de la SARL ESCO.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Biodiversité - Protection des chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Réduction des facteurs d'attractivité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 1 - Réduction des facteurs d'attractivité des chiroptères Pendant l'exploitation du parc éolien, tous les facteurs connus identifiés ci-après susceptibles d'attirer les chiroptères, sur les emprises du parc éolien et sous les rotors des éoliennes, sont éliminés. <ul style="list-style-type: none">• Toutes les éoliennes, et en particulier les nacelles, sont conçues, construites et entretenues de manière à ne pas encourager les chauves-souris à s'y installer. Tous les vides et interstices sont rendus inaccessibles aux chiroptères dans la limite des contraintes techniques. Les éoliennes et leurs abords sont gérés et entretenus de façon à ne pas attirer les insectes c'est-à-dire à réduire le plus possible la concentration des insectes à proximité des mâts.• Il n'y a pas d'éclairage sauf s'il est obligatoire pour des raisons de sécurité et cet éclairage ne doit pas attirer les insectes et se déclencher automatiquement lors de passage d'un chiroptère ou d'un oiseau.• L'accumulation d'eau et l'apparition de nouveaux arbrisseaux, sur les emprises du parc éolien et sous les rotors des éoliennes, sont à éviter.
Constats : L'inspection constate que les abords de l'éolienne visitée E3 (MNTFR03) sont entretenus et note l'absence d'éclairage. L'exploitant met en oeuvre l'ensemble des mesures de réduction des facteurs d'attractivité des chiroptères susvisés.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Biodiversité - Protection des chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de bridage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 2 - Mise en place d'un plan de bridage chiroptères Un plan de bridage qui consiste à arrêter la rotation des pales (mise en drapeau) de toutes les éoliennes du parc selon certains paramètres est mis en œuvre. Lorsque les éoliennes sont à l'arrêt (mises en drapeau), la nacelle comme les pales sont mises dans une position qui les maintiennent à l'arrêt dans toutes les conditions de vent. Ce bridage doit être opérationnel entre le 15 mai et le 31 octobre, chaque nuit entre le coucher du soleil et le lever du soleil et s'effectuer lorsque : <ul style="list-style-type: none">• la température est supérieure ou égale à 12° C ;• et la vitesse de vent est inférieure ou égale à 5,5 m/s. La vitesse du vent et la température sont mesurées à hauteur de nacelle. Le plan de bridage est opérationnel dans un délai de 2 mois à compter de la signature du présent arrêté.
Constats : Le plan de bridage est opérationnel depuis début septembre 2020 sur les 4 éoliennes du parc. Suite au dernier suivi environnemental de 2021 ciblé sur les chiroptères, l'exploitant a décidé de suivre les recommandations du bureau d'études EXEN en avançant la période d'activation du bridage de 15 jours. Celle-ci s'étend désormais du 1er mai au 31 octobre. L'inspection constate que les paramètres renseignés dans le SCADA par le constructeur ENERCON sont conformes aux prescriptions de l'APC du 01/06/2021. La période d'activation a été avancée au 1er mai.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Biodiversité - Protection des chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4 - Évaluation de l'efficacité du plan de bridage chiroptère</p> <p>Un suivi environnemental est réalisé dans la première année de mise en œuvre du plan de bridage. Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure). Ce suivi environnemental est communiqué à l'inspecteur de la DREAL au plus tard dans les 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ce suivi.</p> <p>Dans le cas où le suivi environnemental conduirait l'exploitant à envisager des modifications du plan de bridage, l'envoi du suivi environnemental à l'inspecteur de la DREAL est complété par un porter à connaissance.</p> <p>Constats : Le plan de bridage est opérationnel depuis septembre 2020.</p> <p>Par courriel du 29/09/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection un suivi environnemental ciblé sur les chiroptères (mortalité et activité en nacelle) réalisé par EXEN du 13/04 au 15/11/2021. Ce dernier est conforme au protocole de 2018.</p> <p>S'agissant des mortalités brutes, le suivi fait état d'une nette diminution : 2 cas de mortalité ont été découverts en 2021 contre 14 cas en 2018-2019 et 13 cas en 2020. EXEN conclut que <i>"le bridage a permis de protéger les chauves-souris notamment lors des pics d'activité relevés en hauteur de niveaux fort et très fort (aucun cadavre retrouvé au sol) comme en témoigne la forte diminution de la mortalité."</i></p> <p>S'agissant des taux de mortalité estimés, EXEN précise <i>"qu'en 2018-2019, le taux de mortalité est estimé à environ 21 cas par éolienne et par an. En 2020, le taux de mortalité était estimé à entre 30 et 46 cas par éolienne et par an. En 2021, celui-ci est estimé à environ 2 à 4 cas par éolienne et par an. La mortalité semble donc avoir drastiquement diminuée en 2021."</i></p> <p>Sur la base du suivi d'activité en hauteur, EXEN estime que la plage de fonctionnement de mesures de régulation est légèrement sous-dimensionnée et propose de démarrer la période d'activation du bridage au 1er mai (au lieu du 15 mai initialement). L'inspection constate que cette modification a été mise en place sur les 4 éoliennes du parc.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Biodiversité - Protection des chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de bridage - Données SCADA
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : 5 - Éléments à fournir en cas de contrôle par l'inspection des installations classées du plan de bridage chiroptère Le contrôle est fait à partir des données issues du système de contrôle et d'acquisition de données en temps réel (SCADA). Ces données sont traitées par l'exploitant pour que l'inspection dispose pour chaque mât du parc éolien des courbes de fonctionnement et d'arrêt machine en continu avec un pas de temps de 10 minutes, en fonction de la température, de la vitesse du vent et de la vitesse du rotor (en RPM). Les données brutes et les données traitées sont stockées par l'exploitant pendant une durée minimale de deux ans. Les données brutes et les données traitées sont transmises à l'inspection sur simple demande avec le registre de défaillance et de maintenance.
Constats : L'inspection constate in situ que la période et les paramètres du bridage chiroptères saisis dans le SCADA sont conformes aux prescriptions de l'APC du 01/06/2021 et que le plan de bridage est opérationnel sur toutes les éoliennes du parc. Par courriel du 12/05/2023, l'exploitant a transmis une extraction des données SCADA pour chaque éolienne sur la période 15/05/2022 - 31/10/2022. Les différents paramètres sont disponibles avec un pas de temps de 10 min. Par sondage, l'inspection constate le bon fonctionnement du système avec arrêt effectif de l'éolienne lorsque toutes les conditions sont réunies.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en place du SDA
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 3 - Mise en place d'un système de détection / bridage avifaune (SDA)</p> <p>Un système visant à réduire la mortalité aviaire, due à une collision avec une éolienne, et fonctionnant en période diurne est mis en place. Ce système (SDA) est basé sur la détection en temps réel et le bridage à une vitesse maximale en bout de pale de 120 km/heure retenue comme non accidentogène pour l'avifaune. Sans amplifier le risque de collision pour l'avifaune ou les nuisances sonores, un système d'effarouchement de type dissuasion acoustique peut être utilisé en complément du SDA.</p> <p>Le paramétrage du fonctionnement du SDA doit permettre de limiter tous risques de collision avec les individus des espèces cibles en :</p> <ul style="list-style-type: none"> • détectant l'entrée de tout individu de chaque espèce cible dans la sphère de détection d'une éolienne, • en bridant la vitesse en bout de pale à 120 km / heure de chaque éolienne dès l'entrée de tout individu de chaque espèce cible dans la sphère à risques d'une éolienne. <p>Le niveau de performance du SDA est défini en annexe :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le champ de vision de la détection, • la sphère de détection et la sphère à risques pour les espèces cibles, • le dispositif d'effarouchement, • l'enregistrement vidéo. <p>Les caractéristiques techniques du SDA définies en annexe sont fournies à l'inspecteur de la DREAL au plus tard un mois après la signature du présent arrêté.</p>
<p>Constats : L'inspection constate qu'un SDA est opérationnel, sur toutes les éoliennes du parc, depuis le 01/12/2019.</p> <p>Par courriel du 12/05/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection les 4 rapports d'installation, en date du 14/11/2019, élaborés par la société Biodiv-wind, fournisseur du SDA.</p> <p>Cependant, certaines caractéristiques techniques du SDA, telles que définies dans l'annexe 1 de l'APC du 01/06/2021, n'ont pas été transmises (distances de détection par espèce cible, schéma d'ensemble et détaillé du parc, etc.).</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de transmettre ces éléments dans un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications du fonctionnement du SDA
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4 - Vérifications du fonctionnement du SDA avant et après la mise en service</p> <p>Dans les 3 mois qui suivent la signature du présent arrêté, le fonctionnement de la partie détection du SDA est vérifié par des simulations avec drone. Si un protocole est validé au national, celui-ci s'applique.</p> <p>Après la mise en service du SDA et dans la première année de mise en service du SDA, le bon fonctionnement du SDA en conditions réelles est vérifié par du bio-monitoring d'une durée de 20 jours dans une période de forte fréquentation d'une majorité des espèces cibles.</p> <p>Ce bio-monitoring consiste en la mise en place d'un suivi en continu, en période diurne, par des observateurs présents sur le terrain et/ou l'utilisation d'un dispositif de radar mobile. Si un protocole est validé au national, celui-ci s'applique.</p> <p>Un rapport concernant ces vérifications est transmis à l'inspecteur de la DREAL dans un délai de deux mois à l'issue du test par bio-monitoring ou équivalent. Il présente de façon détaillée la méthode et les résultats (taux de détection obtenus, réactivité de l'effarouchement le cas échéant et de la régulation). Ce rapport conclut sur l'efficacité du paramétrage retenu et l'opérationnalité du SDA.</p> <p>L'exploitant propose si nécessaire des améliorations qui devront faire l'objet d'une nouvelle vérification soit par des simulations avec drone soit par une vérification en conditions réelles par du bio-monitoring.</p>
<p>Constats : L'efficacité du SDA a été évaluée lors d'une campagne de tests (simulations avec drones et biomonitoring) réalisée par le bureau d'études EXEN entre décembre 2019 et septembre 2020.</p> <p>EXEN conclut que <i>"le paramétrage de l'outil et sa mise en oeuvre effective sont cohérents pour réduire significativement les risques de mortalité de vautours"</i>.</p> <p>Deux rapports ont été transmis à l'inspection fin 2020 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un rapport sur les premiers tests drone ; - un rapport de synthèse intitulé <i>"Test d'efficacité 21019-20 du système vidéo automatisé pour réduire les risques de collision du Vautour fauve"</i> qui respecte les prescriptions de l'APC du 01/06/2021. <p>Suite à la mortalité d'un Vautour fauve le 24/08/2021, l'exploitant a installé une nouvelle version du logiciel Safewind sur l'éolienne E4.</p> <p>Cependant, l'inspection constate qu'aucune vérification de cette amélioration n'a été réalisée par des simulations avec drone dans une situation analogue à celle de l'incident. L'exploitant est tenu de réaliser ces tests et de fournir, dans un délai de 3 mois, un rapport de synthèse à l'inspection des installations classées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 6 - Évaluation de l'efficacité du SDA</p> <p>Un suivi environnemental est réalisé dans la première année de mise en œuvre du SDA. Ce suivi environnemental est réalisé selon les modalités définies dans le protocole national visé à l'article 12 de l'arrêté du 26 août 2011 (protocole de suivi environnemental des parcs éoliens terrestres dans sa version de mars 2018 ou version ultérieure).</p> <p>Ce suivi environnemental est communiqué à l'inspecteur de la DREAL au plus tard dans les 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ce suivi. Dans le cas où le suivi environnemental conduirait l'exploitant à envisager des modifications (du système ou des paramètres) du SDA, l'envoi du suivi environnemental à la DREAL est complété par un porter à connaissance.</p> <p>Constats : Depuis la mise en service du parc fin 2017, 3 suivis environnementaux ont été réalisés par le bureau d'études EXEN :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 2018-2019 : suivi de la mortalité des chauves-souris et des oiseaux, suivi de l'activité des chauves-souris et suivi comportemental des rapaces ; - 2020 : suivi de la mortalité des chauves-souris et des oiseaux et suivi de l'activité des chauves-souris ; - 2021 : suivi ciblé sur les chauves-souris (mortalité et activité). <p>Le suivi de 2020, transmis en avril 2021, tient compte de l'installation du SDA qui est opérationnel depuis décembre 2019 sur toutes les éoliennes.</p> <p>Dans son rapport de synthèse, EXEN indique que le suivi de 2018-2019 avait fait état de la mortalité de 3 Vautours fauve et d'un Faucon crécerelle (sur 8 mois de suivi), alors que lors du suivi de 2020 (sur 12 mois), un seul cas de mortalité de rapace avait été recensé (Faucon crécerelle) . Le rapport conclut que les mesures mises en place (SDA) semblent avoir été efficaces pour réduire les risques de collision des grands rapaces en 2020.</p> <p>Les suivis sont conformes au protocole de 2018.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dysfonctionnement du SDA
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : 7 - En cas de panne du SDA</p> <p>L'exploitant s'assure par une organisation et un suivi optimaux et des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement du SDA. Il doit être en mesure de détecter toute défaillance du dispositif dans un délai inférieur à 48 heures.</p> <p>L'exploitant informe la DREAL dès qu'il a connaissance d'une panne affectant le bon fonctionnement du SDA.</p> <p>L'exploitant dispose de 15 jours à compter de la panne pour rendre le SDA opérationnel. À défaut, au-delà de ce délai, les éoliennes concernées sont mises à l'arrêt jusqu'à la remise en service du SDA.</p> <p>Les pannes du SDA sont consignées dans un registre de panne et de maintenance.</p>
<p>Constats : Par courriel du 17/11/2022, l'inspection a été avertie d'une panne du SDA affectant les éoliennes E2 et E4.</p> <p>Le SDA de l'éolienne E2 a été réparé le jour même et celui de l'éolienne E4 a été réparé le 24/11/2022. L'exploitant a informé l'inspection de la remise en service du SDA le 25/11/2022.</p> <p>Les pannes du SDA sont consignées dans un registre de maintenance numérique.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/06/2021, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Mortalité d'une espèce cible
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>8 - En cas de mortalité sur un individu d'une espèce cible</p> <p>En cas de collision d'un individu avec une des éoliennes, une recherche de cadavre est initiée dès sa visualisation lors du contrôle a posteriori dans un délai de trois jours maximum par rapport à la date de l'enregistrement. Cette recherche est menée en collaboration avec un prestataire écologue compétent et indépendant désigné par l'exploitant dans un périmètre suffisant pour trouver le cadavre.</p> <p>S'il est fait état d'un cas de mortalité avéré d'un individu d'une des espèces cibles (à moins que l'exploitant puisse démontrer l'absence de collision sur le rotor ou de barotraumatisme par le biais d'un enregistrement continu par exemple) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'éolienne à l'origine de la mortalité est mise à l'arrêt en période diurne, et faute d'éléments permettant d'identifier l'éolienne tout le parc, • l'exploitant déclare cette mortalité sous 24 heures ouvrées à la DREAL en utilisant le modèle de fiche d'incident téléchargeable sur le site internet de la DREAL, • l'exploitant transmet dans les meilleurs délais un rapport analysant les causes de cette mortalité. <p>Dans le cas où la mortalité est seulement due à une panne, la remise en service a lieu dès que la panne est réparée.</p> <p>Dans le cas où la mortalité n'est pas due à une panne mais à une insuffisance de performance du SDA, la remise en service de toutes les éoliennes est conditionnée à la mise en œuvre de mesures conservatoires préalablement validées par la DREAL. Puis l'exploitant propose sous un mois des mesures complémentaires qui visent à améliorer les performances du SDA ainsi qu'une méthodologie d'évaluation.</p>
<p>Constats : Depuis l'installation du SDA, 2 cas de mortalités d'espèces cibles ont été recensés sur le parc :</p> <p>- 19/08/2021 : collision d'un Vautour fauve avec E4. Le cadavre a été retrouvé par EXEN le 24/08/2021. Le rapport d'incident a été transmis à l'inspection le 25/08/2021 et le rapport d'analyse le 30/09/2021. S'agissant d'une insuffisance de performance du SDA (retard de détection), l'exploitant a ainsi proposé des mesures correctives visant notamment à équiper E4 d'une version plus performante du logiciel Safewind. L'exploitant a bien mis en place cette amélioration mais son efficacité n'a pas encore été vérifiée par des simulations avec drone (cf. point de contrôle n°9).</p> <p>- 16/07/2022 : collision d'un Milan royal avec E3 (cadavre non retrouvé, collision relevée par vidéo) en raison d'une panne du SDA. L'exploitant a été informé de la collision le 22/07/2022 et l'inspection seulement le 27/07/2022 par courriel avec le rapport d'incident. L'éolienne en question a été mise à l'arrêt diurne jusqu'à la réparation du système (effaroucheur sonore défaillant). Le rapport d'analyse a été transmis le 12/10/2022 à l'inspection.</p> <p>L'inspection déplore un délai de prévenance bien trop long. L'exploitant explique que la société Biodiv-wind a depuis mis en place une nouvelle procédure de détection des mortalités visant à réduire ce délai.</p> <p>Des informations ainsi que des justificatifs attestant de la mise en œuvre de cette nouvelle procédure devront être transmis à l'inspection dans un délai d'un mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 13 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental - DEPOBIO
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil (...).
Constats : L'inspection constate que les données brutes issues des suivis environnementaux n'ont pas été déposés dans l'outil DEPOBIO. L'inspection demande à l'exploitant, dans un délai d'un mois, de fournir les certificats de dépôt de ces données dans DEPOBIO.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 14 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre, Consignes affichage
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : L'inspection constate que le numéro de l'éolienne visitée MNTFR03 est bien affiché et clairement identifiable. De plus, un panneau d'information est bien positionné à l'entrée du chemin d'accès à l'éolienne indiquant clairement : <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité ; - les différentes mises en garde au moyen de pictogrammes : risque de chute de glace, risque d'électrocution, etc. ; - l'interdiction de pénétrer dans l'éolienne ou dans le poste électrique à toute personne non autorisée. Ce même panneau est aussi présent au niveau du poste de livraison.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Autre, Propreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'inspection constate que l'intérieur du pied de l'éolienne MNTFR03 est propre et qu'aucun matériaux combustibles ou inflammables n'est entreposé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Par courriel du 12/05/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection les derniers rapports de vérification électrique pour chaque machine du parc ainsi que le poste de livraison. Le dernier contrôle des installations électriques a été réalisé par la société SOCOTEC le 07/11/2022 et ne fait état d'aucune observation. L'exploitant assure le suivi des observations et le registre de maintenance (numérique) est régulièrement actualisé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 17 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Tests
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Par courriel du 12/05/2023, l'exploitant a transmis les derniers rapports de contrôle 'Wind based maintenance' réalisés par le constructeur/maintenancier ENERCON pour les 4 éoliennes du parc. Ces rapports ne font état d'aucun défaut. Ces tests sont consignés dans un registre de maintenance numérique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 19 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Les déchets issus du parc sont acheminés sur le site de maintenance ENERCON de Millau avant d'être expédiés pour destruction ou revalorisation. L'inspection constate que le site ENERCON de Millau n'est pas une installation autorisée pour stocker/traiter les déchets dangereux. Il est en effet nécessaire de s'assurer que ce type de déchets transite par des installations dûment autorisées à cet effet (cf. rubrique 2718 de la nomenclature des installations classées). L'inspection demande donc à l'exploitant de justifier, dans un délai de 6 mois, que les déchets dangereux produits par son parc éolien transitent par un site de transit/regroupement dont la situation administrative est régulière au titre des ICPE, vis-à-vis notamment de la rubrique 2718 pour le transit/regroupement des déchets dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets
Proposition de délais : 6 mois

N° 20 : Exploitation

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/11/2022, article R.541-45
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi des déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p> <p>Lorsqu'une transformation ou un traitement aboutit à produire des déchets dont la provenance reste identifiable, l'auteur du traitement informe l'expéditeur initial des déchets de leur destination ultérieure en complétant le bordereau électronique (...)</p>
<p>Constats : Les bordereaux de suivi de déchets dangereux (BSDD, réceptionné Trackdéchets) pour l'année 2022 ont été transmis à l'inspection par courriel du 12/05/2023.</p> <p>L'inspection constate que les BSDD ne sont pas correctement renseignés. Il s'avère en effet que le producteur de déchets identifié sur le BSDD n'est pas l'exploitant du parc éolien qui produit les déchets (société ESCO) mais le sous-traitant maintenancier 'ENERCON SERVICE FRANCE SUD MILLAU'.</p> <p>Les BSDD doivent faire apparaître le nom de la société exploitant le parc éolien en tant que producteur de déchets. Cela permet d'assurer la traçabilité des déchets jusqu'à leur élimination finale.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

N° 21 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des extincteurs
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p>Constats : L'inspection constate la présence d'un extincteur au pied de l'éolienne MNTFR03. Ce dernier est contrôlé annuellement (dernière vérification en date du 07/11/2022).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet